

NOVEMBRE 2009

UPDIMag

n° 26

Magazine d'information et de réflexion
des industries métallurgiques,
électriques et connexes de l'Isère
et des Hautes-Alpes

dossier

En attendant la reprise, tiron les leçons de la crise

Page 2 & 3

Pour ne pas rater le train de la reprise, pensons export (être présent là où le marché se développe), innovation (savoir répondre aux nouveaux usages) et financement (donner de l'air à la trésorerie, investir dans des outils plus performants, développer des solutions innovantes).

sommaire

table ronde 4 & 5

Trois solutions
financement



point de vue 7

L'anglais pour tous



la parole à... 8

L'apprentissage
technologique :
des clés pour l'avenir
des entreprises



Consolider l'entreprise, préparer l'avenir

À quoi servent les enquêtes économiques et sociales que nous menons trimestriellement, depuis un an, auprès de nos adhérents ? Elles présentent plusieurs intérêts : analyser la situation, la comparer avec d'autres résultats rhônalpins ; alerter l'UIMM pour une analyse croisée avec des données nationales voire internationales, mais aussi les pouvoirs publics, les partenaires acteurs économiques et sociaux ; déterminer les actions prioritaires à lancer ou renforcer pour mieux accompagner chaque entreprise ; être plus facilement sollicités par certains adhérents sur des sujets particuliers ; et en retour, les informer sur les évolutions de la situation...

Les derniers indicateurs ne marquent plus de dégradation. Ils montrent une stabilisation et, pour certains une tendance, certes faible, à la reprise. Il ne faudrait pas que ces premiers signes positifs cachent la fragilité d'un certain nombre d'entreprises. Les prochains semestres seront déterminants : il faut à la fois consolider l'entreprise et aussi préparer l'avenir par des processus améliorés, des produits renoués, des nouveaux marchés, des associations.

Les pistes sont multiples pour que l'industrie reste le socle du développement économique. L'UIMM est en marche pour valoriser l'importance des entreprises technologiques et industrielles. Les États généraux de l'industrie lancés par Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, appuieront cette priorité nationale : avoir une stratégie industrielle affirmée.

Thierry Uring
délégué général de l'Udimec



En attendant la tiron les leçons de la

Certains marchés frémissent, les carnets de commandes se regarnissent. Si le feu n'est pas encore au vert, il est temps de tout mettre en ordre de marche pour ne pas rater le train de la reprise.



Un des premiers marchés à repartir est l'automobile, dopé il est vrai par les aides gouvernementales. Or à quoi assiste-t-on aujourd'hui ? À un bond de 85 % de la production automobile chinoise en septembre... et une avalanche de nouveaux modèles électriques au salon de Francfort.

Pour ne pas rater le train de la reprise, il faut penser export (être présent là où le marché se développe), innovation (savoir répondre aux nouveaux usages), financement (donner de l'air à la trésorerie, investir dans des outils plus performants, développer des solutions innovantes). Ce qui est vrai dans l'automobile l'est dans de nombreux autres secteurs.

Le modèle a changé, innovons

« La crise a révélé un changement de notre modèle industriel, déclare Thierry Uring. Demain, les entreprises devront être encore plus fortes, plus compétitives, apporter des services plus complets, plus globaux. Par exemple, la voiture électrique de demain ne répondra ni aux mêmes usages ni aux mêmes exigences. Il s'agit, pour les sous-traitants de ces industries, d'adopter une culture de l'innovation : être en mesure de répondre aux contraintes environnementales, de réduction de la consommation et de l'empreinte carbone... Or l'innovation ne se décrète pas, elle se travaille par cross-fertilisation¹, à l'interface entre la recherche et l'industrie. »

L'Udimec est au cœur de ce rapprochement. Le travail effectué autour du pôle Tenerrdis pour imaginer, avec des PMI, des applications innovantes aux nouvelles technologies de l'énergie, est encourageant. Il prouve que l'innovation n'est pas réservée aux grands groupes disposant de gros moyens en R&D, ou aux start-up initiées par les laboratoires universitaires. Il montre aussi que les PMI peuvent aider les chercheurs, habitués à manier l'innovation, à se rapprocher des problématiques d'usage client. Il ne demande qu'à être dupliqué à travers d'autres partenariats avec Minatec, ou encore la future Fonda-

tion Grenoble INP. Autre accès à l'innovation : APPIC Innovation PME². Ce programme d'accompagnement sur douze mois, proposé par l'Udimec en partenariat avec Thesame³ et soutenu par la Région, aide les entreprises participantes à renforcer leur démarche d'innovation, leur position de fournisseur "force de proposition", à optimiser leur processus de conception et développement produit. Enfin, il ne faudrait pas limiter l'innovation au seul champ technologique. La création d'une chaire "capital humain innovation" à l'IAE signe l'ouverture vers le vaste champ de l'innovation sociale.

1) Enrichissement par le travail collaboratif. 2) Amélioration du processus participatif d'innovation et de conception. 3) Centre de ressources en gestion industrielle et management de l'innovation.

reprise, crise

Nos marchés sont saturés, exportons

Autre enseignement de la crise : certains marchés, dont les secteurs classiques du monde occidental, semblent plus atteints qu'on ne l'imaginait. Saturés, ils mettront du temps avant de repartir. En revanche, les marchés émergents redémarrent vite : il y a du business

à faire à condition d'y prendre pied sans retard. Nos adhérents peuvent compter sur GREX qui, depuis plus de vingt ans, a développé un réel savoir-faire dans l'accompagnement à la conquête des marchés internationaux, avec des programmes interentreprises ou spécifiques.

L'Udimec et GREX ont en commun cette capacité à fédérer un réseau d'expertises de haut niveau par le développement de partenariats étroits avec des acteurs économiques, universitaires et autres centres de recherche.



À Guangzhou, en octobre, se tient l'une des plus importantes foires internationales.

La machine va repartir, investissons

Il semble que le point bas de la crise est passé. Mais les entreprises, pour préserver leur trésorerie, ont dû tourner au ralenti, réduire leurs effectifs. Or même au ralenti, l'outil de production s'use, il faut l'entretenir. On est dans une problématique de reprise molle, de réorganisation du carnet de commandes... et les besoins de financement se font sentir. Car dans une concurrence exacerbée, une machine moderne est encore l'un des meilleurs moyens de baisser les coûts de production, d'être plus réactif, plus compétitif pour décrocher des marchés. Là encore, il faut investir. « On constate

une petite remontée des demandes d'investissement de la part des entreprises, précise Jean-Luc Basset, mais avec un bilan déficitaire, les banques sont réticentes à accorder un prêt. Somudimec est plus à même de comprendre les besoins des industriels. La garantie de la Région Rhône-Alpes peut apporter un plus décisif dans l'accès au crédit et nous proposons d'autres services de financements (voir article p. 4 et 5) adaptés à la situation présente : l'affacturage, pour gagner de la flexibilité en termes de trésorerie ; le capital-risque pour soutenir des projets innovants tout au long de leur développement ».

Innover dans le domaine social

Au beau milieu de la crise, le pôle des affaires sociales et juridiques de l'Udimec a accompagné certains adhérents, et notamment des groupes multinationaux, dans des négociations complexes. « On a pu constater qu'une certaine méconnaissance de la législation sociale française – avec ses spécificités souvent très éloignées de celles d'autres pays – pouvait être un obstacle, explique Corinne Combe, juriste Udimec. Ne faut-il pas donner à nos adhérents plus de moyens pour mener à bien leurs négociations, les aider à mieux appréhender ces situations particulières ? » D'où l'idée de concevoir d'autres formes de soutien juridique : un outil didactique pour comprendre les spécificités du droit français, sur la base d'actions de formation et d'information ; des prestations de facilitateur, porte-parole de la branche auprès des pouvoirs publics, collectivités territoriales, partenaires sociaux. Objectif : faire coïncider les intérêts des entreprises sans perdre de vue les attentes des salariés. L'Udimec a remonté ses réflexions au plan national pour imaginer, avec les autres entités de l'UIMM, un outil plus ambitieux, grâce à des échanges de bonnes pratiques et des synergies dans la conception.

ITII Dauphiné-Vivarais : une alliance porteuse

Une première pour le pôle formation et développement des compétences de l'Udimec : quinze élèves-ingénieurs en apprentissage ont intégré l'ITII Dauphiné-Vivarais à la rentrée 2009 – flux autorisé par la région Rhône-Alpes, ceci pour une période de trois ans. « La demande était forte. Nous avons plus de trente terrains d'accueil en entreprise » souligne Michel Teulé, directeur du pôle. Tout à la fois élèves-ingénieurs à l'Ensimag* et salariés d'entreprises industrielles, les apprentis, âgés de moins de 26 ans, sont diplômés BAC + 2 : DUT informatique et DUT Réseaux et télécommunications. Cette année, les élèves ingénieurs ont été accueillis en alternance dans différentes entreprises du bassin grenoblois (ST Microelectronics, Bull, Schneider Electric), mais aussi en région parisienne (MBDA France - Sagem Défense), et chez le constructeur automobile PSA à Sochaux. Cette filière de formation innovante aux métiers de l'informatique et des systèmes d'information vise une promotion de 25 étudiants pour la rentrée 2010.

L'ITII Dauphiné-Vivarais, structure de partenariat entre Grenoble INP, la branche métallurgie Drôme-Ardèche et l'Udimec, a déjà une expérience probante de la formation des ingénieurs en apprentissage, à travers l'ouverture d'une section à l'ESISAR Valence, depuis 2006.

Contact : Michel Teulé
mteule@udimec.fr

* École nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées de Grenoble.

Trois solutions finance

Financer le long développement d'un produit innovant, étaler les remboursements d'un investissement, donner de l'air dans sa trésorerie... Autant de services proposés par Somudimec pour préparer la reprise, ou l'avenir.

Le capital-risque pour porter le coût de l'innovation

« Créée en 2006, RC Lux a mis au point sa solution AquaCare™. Protégée par trois brevets, elle répond au besoin du marché d'améliorer la qualité de l'eau du réseau à son point d'utilisation. Les filtres au charbon actif traitent les problèmes de goût et d'odeur mais sont un terrain propice au développement des bactéries. Nos têtes de désinfection, qui s'intègrent aux matériels existants de type fontaines à eau, apportent une sécurisation bactériologique locale, permanente et contrôlée. Le niveau de sécurité équivalait à celui de l'eau en bouteille, prix et coût carbone en moins. L'offre est sans équivalent sur le marché. Mais si les concours du ministère de la Recherche, remportés en 2005/2006, nous ont aidés à démarrer l'entreprise, il a fallu par la suite supporter le coût des phases successives

d'amorçage de la technologie, puis de pénétration du marché – avec l'embauche d'un directeur commercial –, avant de générer les premiers chiffres d'affaires. D'où le besoin d'un financement intermédiaire pour passer à la phase du développement international. Début 2009, nous nous sommes aperçus qu'avec la crise, les investisseurs allaient de préférence sur des projets plus avancés, donc moins risqués que le nôtre. Nous avons trouvé, auprès de Somudimec/RDD, un capital-risqueur qui s'intéresse à notre domaine (Cleantech) et accepte le niveau de risque. Grâce à un tour de table à quatre partenaires investisseurs, le capital de RC Lux a bénéficié d'un apport de 800 000 euros. »

www.rclux.com



Montage d'une tête AquaCare™



Xavier Pellet,
directeur général
de RC Lux, Meylan

Un remboursement étalé sur 7 ans

« Le regroupement de Bischoff et Pelloux en 2006 nous avait donné du punch. Bien que nos deux centres d'usinage 3 axes soient fatigués et pas assez performants, nous avons fait une excellente année 2008. Il devenait nécessaire d'acquérir un centre d'usinage UGV 5 axes à commande numérique, mieux adapté à notre activité, pour être plus compétitif et plus réactif. Fin 2008, au moment d'investir, notre carnet de commandes était plein, notre bilan positif, mais autour de nous, on ne parlait que de la crise. Pour le Crédit Coopératif, il n'y avait aucune raison d'aller au-delà des 5 ans de remboursement de crédit, durée normale d'amortissement d'un tel

centre d'usinage. Or, je sentais bien que l'on entrait dans une période économiquement troublée et, quitte à payer un peu plus de frais financiers, je préférais pouvoir étaler les remboursements sur une plus longue période. C'est là que Somudimec est intervenu : grâce au fonds de garantie de la Région Rhône-Alpes, Jean-Luc Basset a pu obtenir du Crédit Coopératif un étalement sur 7 ans. Bien nous en a pris : en juin 2009, la crise nous a rattrapés. 2010 sera encore difficile et, en attendant la reprise, mieux vaut ne pas avoir de remboursements trop lourds. »

www.prototype-maquette.fr



ment

L'affacturage pour ne pas rater le train de la reprise

« En 2009, le marché a touché un niveau historiquement bas et, face aux contraintes de risque, les banques ont limité leurs autorisations de financement. Aujourd'hui, avec un frémissement des marchés, les besoins des entreprises remontent. Pour ne pas rater le train de la reprise, elles doivent faire face à des achats, des embauches, sans attendre que leurs clients ne les aient réglés. Or elles n'ont pas forcément les lignes de crédit nécessaires pour financer la relance de leur activité... C'est pour cette raison que l'affacturage trouve actuellement un regain d'intérêt. Il permet en effet de financer le décalage entre les décaissements et les rentrées. Il apporte, en termes d'autorisation de financement, une flexibilité, ce que la banque avec

ses lignes de financement "classique" (découvert, escompte...) ne pourra pas faire. La logique du factor est différente : elle s'appuie sur les factures émises par l'entreprise et peut proposer des lignes de crédit extensibles en fonction du niveau d'activité. Somudimec, avec son partenaire Eurofactor, propose Somufactor, un produit d'affacturage très performant. Les adhérents Somudimec bénéficient d'une gestion de leur compte par une équipe dédiée chez Eurofactor, mais aussi d'une retenue de garantie exceptionnellement divisée par deux. En 2008, Somufactor a racheté 650 millions d'euros de factures pour 151 entreprises clientes. » ●

www.somudimec.fr



Lionel Candy,
chargé de clientèle,
réseau Somudimec,
Grenoble



échos

Regards partagés : une nouvelle session

Première expérience probante en Isère. Regards partagés, le partenariat inédit entre Grenoble École de Management et l'Udimec consiste à proposer à une dizaine de dirigeants de PME/PMI un cycle de six ateliers thématiques, organisés en demi-journées et soirées. Objectifs : favoriser les échanges utiles entre dirigeants industriels, inciter au transfert d'expertise et confronter les pratiques. « Nos objectifs ont été atteints tant sur le plan de la pertinence du format – 1/2 journée tous les deux mois – que sur le contenu proposé, qui a été évalué en fin de session par les stagiaires », affirme Michel Teulé. Au programme : l'innovation dans la création de valeur services. Les stratégies financières et le pilotage économique proactifs. Rentabiliser son capital client. Innover dans ses pratiques de fidélisation et de satisfaction client. Ou bien encore, réussir une stratégie d'innovation maîtrisée, et évoluer vers une offre agile. Ce partenariat vient d'être reconduit et une nouvelle formation dédiée aux cadres dirigeants est lancée, avec des thèmes complémentaires axés sur le management des hommes et le commerce à l'international.

Contact : Michel Teulé
mteule@udimec.fr



Louis de Courville,
gérant de Bischoff-Pelloux,
Fontaine

Des formations sur mesure à l'AFPI Isère

Pour la rentrée 2009/2010, l'AFPI renouvelle son offre de formation à destination de ses partenaires entreprises. À la clé, réactivité et anticipation face aux besoins en formation. Et de nouveaux partenariats optimisant le service rendu.



Sébastien Vigato,
directeur de l'AFPI



32 stages interentreprises

Le développement des stages interentreprises répond au besoin de mutualiser les demandes et optimiser le service rendu par l'AFPI Isère... De septembre 2009 à mars 2010, 32 nouvelles sessions de formation sont ainsi déclinées, proposant un calendrier à six mois. Objectif : offrir plus de souplesse aux entreprises partenaires, en leur permettant de planifier au plus juste leurs formations. Au programme : des formations en communication, développement personnel et management, ainsi que de nouveaux contenus portant sur la maîtrise des risques, les organisations (production, conception, études), et les techniques, dont la maintenance industrielle. Déconcentrées sur tout le territoire d'Isère, ces sessions interentreprises sont organisées à Grenoble, Moirans, Villefontaine et sur le plateau Matheysin.

Contact : Sandrine Garbarino.
04 76 35 85 18

L'AFPI Isère rejoint la Matheysine

À compter de septembre 2009, l'AFPI Isère lance des sessions de formation dans les locaux du lycée privé professionnel Alpes-Sud-Isère de Susville, établissement partenaire. « L'objectif est bien de mutualiser les demandes de multiples entreprises, tout en rapprochant l'offre de formation des entreprises du plateau Matheysin, souligne Sébastien Vigato. Notre idée est aussi d'anticiper l'offre de formation à six mois pour permettre une meilleure visibilité des entreprises, petites et grandes, près de chez elles. » Cette opération est conduite au lycée de Susville en collaboration avec l'agence de développement de la Matheysine. ●

Contact : Alexandra Chambaz
04 76 35 85 17

Lean au cœur des entreprises

Diffuser l'esprit Lean auprès des acteurs des entreprises régionales est l'ambition des formations à la démarche Lean, animées par l'AFPI Isère en partenariat avec Schneider Electric Consulting. Une première. « Ce partenariat permet de fédérer les expertises reconnues de Schneider Electric Consulting et de l'AFPI Isère, note Sébastien Vigato, directeur depuis décembre 2008. Cette offre interentreprises propose différents modules, dont un préalable de sensibilisation à la démarche – processus visant à rationaliser la lutte anti-gaspi, de la conception à la commercialisation, jusqu'au service après-vente. D'autres formations

au Lean seront déclinées sur des thématiques plus pointues, telle la VSM (Value Stream Mapping, cartographie descriptive des flux dans le processus étudié), en tant qu'outil d'amélioration de la performance, tendre les flux sur une ligne de production, organiser une ligne de production en Lean manufacturing. » Et encore, comment livrer la production en lean manufacturing. Et l'auto maintenance, ou comment intégrer la maintenance avec succès.

Contact : Laure Gauthier
04 76 35 85 20



L'anglais pour tous

Spécialisée dans le traitement des eaux usées pour l'industrie microélectronique grenobloise, la société Christ France est confrontée, fin 2008, au fort ralentissement de l'activité du secteur. Mettant à profit ce temps de latence, la PME de 22 salariés s'est mobilisée à travers un projet de formation original.

« Christ France à Crolles est filiale du groupe autrichien Christ Water Technology. Pourtant, c'est la maîtrise de la langue anglaise qui faisait le plus défaut chez la plupart d'entre nous. La mise en place d'une formation collective, sur le principe du DIF, était l'occasion d'y remédier », explique Véronique Cartier, responsable administratif et financier, instigatrice de la formation début 2009. Le principe ? Le DIF – peu connu des salariés – s'est décliné en deux temps : Wall Street Institute, organisme de formation linguistique, a dispensé pendant une semaine une vingtaine d'heures de cours construits autour de formules d'apprentissage interactives, sur ordinateur, conjuguées avec des échanges ludiques en anglais. Puis, une vingtaine d'heures d'enseignement ont été prises sur le temps personnel (entre 12 h et 14 h, le soir, ou le week-end). Avec une mobilisation variable de chacun.

« Au final, le bilan est très positif, souligne Véronique Cartier. En termes d'efficacité d'apprentissage, d'abord. Mais aussi pour l'émulation du groupe. La formation à l'anglais s'est poursuivie avec une demi-journée de formation interne sur le thème du rire.

Objectif : favoriser le recul et la cohésion des salariés face à la situation de crise, vécue difficilement par certains salariés. Six mois plus tard, nous pouvons affirmer que ces deux formations ont été bénéfiques. Tant pour les techniciens – dont la moyenne d'âge est de 32 ans, avec une première embauche pour la plupart – que pour l'encadrement. Et Véronique Cartier d'ajouter : Mettre sur pied ce type de formation n'est pas anodin. Cela prend du temps pour la



Véronique Cartier,
Christ France

réception des organismes formateurs, l'évaluation des prestations proposées... Mais l'initiative crée d'ores et déjà une dynamique porteuse pour les prochains mois. » ●

4) Droit individuel à la formation.



Des métiers attractifs malgré la crise

« Presque toutes les filières de la métallurgie ont été impactées par la crise économique, la maintenance et la mécanique notamment. Parallèlement, la rénovation de la voie professionnelle – création du BAC pro en trois ans, suppression du BEP en deux ans, et maintien à terme du seul CAP en deux ans – aboutit à une situation inédite dans l'histoire moderne de l'industrie française, » explique Alain Fauconnier, directeur du CFAI du Dauphiné. En clair, les jeunes continuent de se former, mais trouvent peu d'entreprises prêtes à les accueillir dans leurs ateliers ! Fait significatif : le nombre de dossiers d'inscription au CFAI s'est accru d'environ 10 % en 2009. En revanche, le taux de placement en entreprises est passé de 96 % en 2008 à... 85 % cette année. Pourtant, aujourd'hui plus que jamais, l'enjeu est d'anticiper la reprise, à travers l'insertion d'apprentis en entreprise.

Ne pas se trouver fort dépourvu une fois la reprise revenue... C'est ce que vise le plan de sensibilisation spécifique aux entreprises et les journées d'informations sur la rénovation de la voie professionnelle, mis en œuvre par le CFAI en partenariat avec l'Udimec. Il reste que la rentrée 2009/2010 des jeunes en apprentissage au CFAI marque un recul de 7 % par rapport à l'année précédente. Sachant que les entreprises désespèrent parfois de trouver la perle rare, formée selon son processus, ses standards de qualité... C'est cette équation que souhaite résoudre le BAC pro en 3 ans : délivrer une formation sur mesure aux métiers d'une entreprise à un apprenti, dont le jeune âge (14-15 ans) permet une bonne adaptabilité, voire sa fidélisation. Ceci est vrai pour les niveaux CAP, BAC pro, tout autant que les BTS dont les formations pointues, comme « la conception de produits industriels » et « l'assistance technique d'ingénieur » formant les futurs responsables de projets industriels, d'assurance qualité... s'avèreront précieuses, une fois l'embellie revenue.

Contact : Alain Fauconnier
alain.fauconnier@cfa38.com

la parole à...

Jacques Mathys, président de l'Afdet Isère

L'apprentissage technologique : des clés pour l'avenir des entreprises

Issu du monde industriel, Jacques Mathys, 62 ans, a dirigé pendant douze ans l'établissement de Moirans du CFAI du Dauphiné. Il assure depuis 2006 la présidence de l'Association française pour le développement de l'enseignement technique (Afdet) en Isère. Mission : promouvoir l'enseignement technique et professionnel.



Pourquoi pérenniser votre parcours professionnel à la présidence de l'Afdet Isère ?

Jacques Mathys – Je suis tombé très tôt dans le chaudron de la formation professionnelle ! Tout jeune, je pratiquais déjà l'aide aux devoirs auprès d'apprentis qu'employait mon père, pâtissier. Aujourd'hui, mon objectif au sein de l'Afdet Isère est clair : consolider les liens entre les entreprises et le monde de la formation. Car, plus que jamais, en temps de crise, l'entreprise doit avoir conscience de l'enjeu d'une gestion anticipée de l'emploi et des qualifications, et les jeunes, une bonne connaissance des métiers et du tissu industriel.

Colloques, assises professionnelles, livre blanc sur l'enseignement technique... Quelles sont les préconisations de l'Afdet Isère permettant d'accroître le travail en réseaux ?

JM – Notre ambition est d'apporter aux jeunes, à leurs parents, tout comme aux enseignants, par l'intermédiaire des acteurs de l'orientation, une information exploitable sur les métiers techniques et les filières de formation y conduisant. Pour cela, nous organisons des matinées d'information au sein même des entreprises que nous sollicitons, afin qu'elles participent à la construction de véritables parcours de découverte des métiers. Ces actions se font en collaboration avec les conseillers de l'enseignement technologique (CET), une force vive de 5 000 personnes en France, 100 en Isère et 20 % dédiés à la métallurgie... dont le rôle est à renforcer. Autre projet : l'organisation de séminaires métiers dis-

pensés par des professionnels, hors entreprises et établissements scolaires, très appréciés par les élèves ou les professeurs, comme le fait déjà l'Afdet Savoie. Au-delà, notre collaboration est forte avec l'inspection académique de l'Isère, qui soutient nos actions d'information et de promotion.

Quel est le sens de ce partenariat entre l'Éducation nationale et les entreprises ?

JM – L'Afdet Isère, comme les autres sections françaises, est constituée de représentants du monde de l'éducation et de l'entreprise. Notre objectif est d'accroître le lien entre ces deux acteurs. D'où notre insistance à détenir, au sein du bureau, un représentant de chaque secteur d'activité : agriculture, artisanat, BTP... et bien sûr métallurgie. Le travail conduit aujourd'hui avec Céline Dura, chargée de mission Bravo l'industrie à l'Udimec, est essentiel pour la reconnaissance de ce grand secteur économique, de ses besoins et ses enjeux. ●

Pour plus de renseignements sur l'activité et les actions de l'Afdet Isère :
www.afdet.org/38

5) Une soixantaine d'adhérents, une quinzaine de bénévoles actifs.

ULIS [Veurey-Voroize]

Quatre fois plus de détecteurs

Pour répondre à une demande croissante du marché, le fabricant de détecteurs infrarouges pour des caméras de surveillance a quadruplé en une année la capacité de production de ses microbolomètres, passant de 50 000 à 200 000 unités. L'objectif est de passer à une production annuelle de 500 000 unités, tous formats confondus. Cette croissance s'accompagne d'une augmentation de 25 % de l'effectif et de la superficie de ses bâtiments. Filiale de Sofradir et de GE Equity, Ulis emploie aujourd'hui 120 personnes.

Sori [Tullins]

Usage détourné, produit innovant

Depuis le milieu des années 80, Sori s'impose dans la fabrication de coffrets de rangement destinés à des utilisateurs professionnels par son souci de qualité. Dans une logique de diversification, l'entreprise est passée des coffres de chantier à toute une gamme de rangements pour l'outillage à main, puis dans l'aménagement de véhicules utilitaires en association avec l'entreprise SD Services (Gières). Elle aborde aujourd'hui une nouvelle phase d'élargissement de ses gammes en jouant la carte du design. Sori a ainsi transformé pour le compte de clients une caisse à outils en caisse à champagne, un coffret de meuleuse en coffret de parfum. « Si nous existons encore dans le métier du rangement, c'est parce que nous restons à l'écoute du marché pour fabriquer des produits ciblés », précise son dirigeant Hervé Valliet.

Metrologic Group [Meylan]

Au top du Top 50

L'éditeur de logiciels de métrologie en 3D est classé en première position du Top 50 des "plus belles PME indépendantes françaises" établi par le magazine *L'Entreprise*. En progression moyenne de 18 % par an, cette PME d'Inovallée cotée en bourse figure parmi les entreprises françaises les plus rentables. Elle affiche un chiffre d'affaires supérieur à 27 M€, réalisé à 80 % à l'exportation.

SDMS [Saint-Romans]

Excellence industrielle

La revue *L'Usine Nouvelle*, son équivalent allemand *Wirtschafts Woche* et les instituts d'enseignement et de recherche économique et stratégique Whu et Insead ont décerné à SDMS le trophée européen de l'Excellence industrielle. L'entreprise de chaudronnerie blanche est récompensée tant pour son haut niveau de technicité que pour son écoute client. Créée en 1962, l'entreprise travaille sur une vingtaine de projets de grands donneurs d'ordre tels que EDF, Areva, le CEA, le CNRS, Iter... Après une activité stable en 2008-2009, SDMS prévoit un nouveau redéploiement en 2010, notamment grâce à des opérations de croissance organique ou externe pour conforter ses métiers.

Bravo l'industrie

Cette année, 110 collégiens de l'Isère et leurs professeurs ont signé un partenariat avec dix entreprises industrielles iséroises (STMicroelectronics, Dker, Caterpillar, Evolutif, Tecumseh Europe, Ukan Développement, Trixell, MGF Grimaldi, Maatel et Allibert). Cette approche doit aider les jeunes à mener une réflexion sur leur choix d'orientation tout en devenant dans leurs collèges des ambassadeurs pour la connaissance de l'industrie. Rappelons que cette opération, relayée localement par l'Udimec depuis 2005, a pour but de promouvoir et de valoriser les métiers de l'industrie auprès des jeunes.

Buzz... Buzz... Bu

Soitec [Bernin]

Plus performant

Premier fabricant mondial de plaques SOI (silicium sur isolant), Soitec annonce une collaboration avec IBM portant sur l'utilisation de procédés de collage et la création de substrats pour des nœuds inférieurs à 22 nanomètres. Ces techniques permettront de développer une technologie d'intégration 3D au niveau des plaques pour les circuits intégrés de nouvelle génération. Une technologie qui permet de réaliser des circuits plus rapides, plus performants et moins consommateurs d'énergie. Soitec vient également de s'associer à l'Américain Corning, leader mondial des verres et matériaux spéciaux céramiques, pour développer des substrats avancés en silicium sur verre SiOG (silicon-on-glass) pour écrans plats mobiles à diodes organiques OLED. L'enjeu : produire à grande échelle des écrans de qualité supérieure aux écrans actuels à des coûts optimisés.

Tenerrdis [Grenoble]

Encore plus de projets labellisés

Le pôle de compétitivité Tenerrdis, qui vient de s'installer à Grenoble sur le site de Polytec, a labellisé 326 projets depuis sa création. « Avec 200 acteurs impliqués – dont deux tiers de PME – et un total de 440 M€ d'investissement pour 200 M€ de financements publics, Tenerrdis est reconnu comme un pôle performant dans des domaines d'actualité et de croissance, constate Claude Graff, son président. 102 projets d'un montant de 227 M€ ont bénéficié de 96 M€ de financements publics nationaux et des collectivités locales. Par ailleurs, quatre de ses plateformes d'innovation (Helios, Promosol, Predis Interop, Steeve) ont été présélectionnées dans le cadre du premier appel à projets dans ce domaine. » Le nombre des projets labellisés à la mi-2009 a augmenté, les actions pour mettre les acteurs en réseau et stimuler l'émergence de projets collaboratifs sont renforcées aux plans régional, national et international.

Bio-Logic [Claix]

Instruments innovants

Créée en 1983, Bio-Logic est spécialisée dans la conception et la fabrication d'instruments pour les laboratoires de chimie, biochimie, électrochimie, photosynthèse, neurosciences et pharmacologie. Or son marché historique, la recherche fondamentale, a vu ses budgets diminuer partout dans le monde. D'où la décision de lancer une gamme de produits destinés à la recherche appliquée. Une façon de toucher au marché, plus large, des laboratoires financés par des budgets privés ou par l'Agence nationale de la recherche, comme les labos d'électrochimie qui travaillent sur l'amélioration de la durée de vie des batteries. Ce choix stratégique a boosté l'entreprise qui a récemment agrandi ses locaux de Claix et recruté une dizaine de collaborateurs. Son offre, élargie à une cinquantaine de produits et d'options, lui permet d'enregistrer en 2009 un chiffre d'affaires de 8 M€ (75 % à l'export), dont 30 % sont générés par la recherche fondamentale. Bio-Logic (47 collaborateurs, dont 15 ingénieurs R&D) table également sur la création d'instruments de caractérisation dédiés au secteur, en plein essor, du photovoltaïque.

GEA [Meylan]

Péages sans frontières

Le fabricant de systèmes informatiques et électroniques de perception de péages, leader du secteur, est présent à l'export depuis les années 90 : Maghreb, Brésil, Guatemala, Mexique et même en Afrique. Ses derniers marchés européens portent sur des équipements installés sur des ouvrages d'art au Portugal, en Suède et au Danemark, en Belgique, en Hollande et en Espagne. Elle poursuit en Grèce un chantier de 9 M€ sur l'autoroute d'Athènes aux Thermopyles. GEA renouvelle actuellement une grande part des équipements français.

zz... Buzz... Buzz...

Raconter l'entreprise

Deux ouvrages édités en 2009 s'intéressent à l'histoire de deux activités emblématiques de notre région : la microélectronique et l'hydroélectricité.

Le premier, *50 ans de mémoire, les gens qui ont fait la microélectronique à Grenoble*, paru en février 2009 aux Éditions Charles Corlet, est une suite au projet "Comm'une mémoire" initié par des salariés de STMicroelectronics et porté par les comités d'établissement des sites de Grenoble et Crolles. Son auteur, la sociologue Catherine Dutheil-Pessin, professeur à l'université Pierre-Mendès-France, a recueilli les témoignages de plus de 80 personnes. La mémoire qu'elle retrace s'intéresse aussi bien aux transformations de l'industrie des semi-conducteurs qu'à l'évolution des conditions de travail et des relations sociales.

Le second, *Neyrpic Grenoble, histoire d'un pionnier de l'hydraulique mondiale*, vient de paraître aux Éditions Dire l'Entreprise. Réalisé par deux historiens, Anne Dalmasso et Éric Robert, l'ouvrage retrace l'évolution d'un fleuron de l'industrie grenobloise. Les auteurs montrent la richesse et la complexité d'une entreprise industrielle de taille moyenne. L'étude s'intéresse à des sujets très contemporains comme le rapport de l'entreprise à ses marchés, l'implication des salariés, l'évolution des politiques sociales, les problématiques de financement, la mondialisation et les concentrations industrielles, ou encore les stratégies liées à la R&D.

H3C Énergies (Meylan)

5, 50, 5 000 000

Cette société d'audit et de conseil en maîtrise de la consommation énergétique fête ses cinq ans d'existence, qui lui ont permis de passer de 5 à 50 salariés pendant cette période et d'atteindre un chiffre d'affaires de 5 M€. Parmi les références de la société figurent l'aéroport de Lyon Saint-Éxupéry, la base navale de Cherbourg, 40 lycées, la Bibliothèque nationale de France... autant de missions au cours desquelles H3C-énergies a pu mettre en œuvre des prestations telles que la thermographie infrarouge, la simulation thermique dynamique ou l'audit énergétique (plus de 2 000 bâtiments audités). En 2009, la société ouvrira une agence en Île-de France et devrait démarrer son développement international par un contrat au Maroc. Enfin, la PME pilote le projet Aide-3D labellisé par Tenerrdis et financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), qui développe des méthodes d'analyse et de diagnostic en continu de l'efficacité énergétique des bâtiments.

STMicroelectronics (Grenoble, Crolles)

Consommer moins

Les 128 millions de puces vendues en 2008 pour les décodeurs TV numérique ont consommé 2 térawatts/heure sur un an, soit l'équivalent d'un quart de la production d'un réacteur nucléaire. STMicroelectronics est parvenue à diminuer de moitié le niveau de consommation en mode veille pour atteindre moins d'un watt, et de 70 % en mode marche. Pour conserver le leadership sur ce marché, ST envisage de passer en dessous de 0,5 watt en mode veille et de gagner 35 % supplémentaires en mode marche. Conçus à Grenoble et fabriqués à Crolles, ces circuits intégrés permettent aux équipementiers d'apposer un label "écoénergétique" sur leurs boîtiers, et aux consommateurs de réduire leur facture d'électricité.

Tornier (Saint-Ismier)

Intervention chirurgicale en direct

Spécialiste des prothèses articulaires (épaules, genoux, chevilles...), Tornier a organisé la retransmission en direct d'une intervention chirurgicale utilisant son nouveau système de navigation Pleos Genou. Plus de 160 chirurgiens ont pu la suivre dans le monde entier. Figurant parmi les pionniers de l'industrie orthopédique en Europe depuis sa création, dans les années 1940, Tornier est aujourd'hui présent dans près de 25 pays via un réseau de filiales et de distributeurs.

Buzz

Deux Nobel au Synchrotron

Ada Yonath, de l'Institut Weizmann, et Venkatraman Ramakrishnan, des Laboratoires de biologie moléculaire de Cambridge, ont reçu le Prix Nobel de chimie 2009, qu'ils partagent avec Thomas Steitz, de la Yale University, pour leurs travaux sur la structure et la fonction du ribosome. Tous deux sont utilisateurs assidus de l'ESRF (European Synchrotron Radiation Facility). Lorsqu'Ada Yonath a débuté sa carrière, une grande partie de la communauté scientifique internationale ne pensait pas que les ribosomes puissent être cristallisés, ni que leur structure puisse être déterminée. C'est en partie grâce au rayonnement du Synchrotron qu'elle et son équipe ont pu pénétrer à l'intérieur des cellules des ribosomes pour étudier ces éléments-clés de la production de nos protéines. Au-delà de ces recherches purement fondamentales, leurs découvertes doivent permettre de mieux comprendre les problèmes de résistance aux antibiotiques. Aujourd'hui, les équipes des deux lauréats viennent en moyenne une fois par mois à l'ESRF et analysent chaque fois environ 500 échantillons.

40-30 [Seyssinet-Pariset]

Création de 40-30 AMPS

Connue pour son activité de maintenance de matériels et d'équipements, 40-30 a mis au point un logiciel de création et de gestion des procédures 40-30 AMPS (Advanced Management Procedures System). Développé en partenariat avec l'aéro-club du Dauphiné, au Versoud, cet outil informatique, destiné à l'origine à l'aéronautique, est commercialisé auprès de clients diversifiés, intéressés par sa maîtrise des processus de production et de maintenance.

3e-evolution [Meylan]

Publier depuis le web

La société meylanaise spécialisée dans les technologies web et éditoriales propose une nouvelle solution de publication. En automatisant les étapes de mise en page, Next Page facilite la création de tous types de documents depuis le web, des publications moins coûteuses et plus créatives.

Minalogic [Grenoble]

Comon rassemble des compétences grenobloises

Financé pour son caractère innovant par le Fonds unique interministériel dans le cadre du pôle de compétitivité Minalogic, le projet Comon (COncception dirigée par les MOdèles pour le Nucléaire) rassemble quatre acteurs grenoblois disposant d'un savoir-faire unique dans le domaine du contrôle commande nucléaire : Atos Origin, Corys Tess, Rolls-Royce (ex-Data Systems) et le laboratoire Verimag (commun à l'Université Joseph Fourier et à Grenoble INP). Doté d'un budget de 3 M€ sur 30 mois (dont 800 000 € de financements publics), Comon vise la réalisation de logiciels de contrôle-commande de centrale nucléaire utilisant une chaîne d'ingénierie sans rupture. Comon va permettre des gains de productivité et un raccourcissement sensible du délai de conception globale de la centrale.

POMA [Voreppe], AIRSTAR [Champ-sur-Drac],
WHEELABRATOR [Le Cheylas], PETZL [Crolles]

Au Top 100

Ces quatre entreprises de la région grenobloise figurent dans le Top 100 des entreprises championnes du monde, dressé par le magazine *Capital*.